

Canada
Province de Québec
Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey

**RÈGLEMENT NUMÉRO 612-4
RÈGLEMENT DÉCRÉTANT L'IMPOSITION DES TAUX DE TAXES,
COMPENSATIONS ET AUTRES TARIFS POUR L'ANNÉE 2023**

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey a adopté ses prévisions budgétaires pour l'exercice 2023 qui comportent des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey a le pouvoir de prélever et de percevoir certaines taxes, cotisations, compensations et certains tarifs conformément aux dispositions du *Code municipal du Québec* (RLRQ, c. C-27.1) et de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1);

ATTENDU QUE l'adoption de ces prévisions budgétaires requiert des modifications à la tarification des services, aux compensations et des taux de taxes pour ledit exercice;

ATTENDU QUE le Conseil municipal de la Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey désire prévoir des règles relatives au paiement des taxes municipales et des compensations pour l'exercice financier 2023;

ATTENDU QU'UN avis de motion a conformément été donné par M. Mario Lemire à la séance du 15 décembre 2022 et qu'un projet du règlement a alors été déposé;

EN CONSÉQUENCE, le Conseil décrète ce qui suit :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Les taxes et les autres impositions décrétées par le présent règlement couvrent l'exercice financier du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

ARTICLE 3

Les taxes foncières doivent être payées en un versement unique. Toutefois, lorsque le montant des taxes foncières est égal ou supérieur à 300,00 \$, celles-ci peuvent être payées, en un versement unique ou en quatre versements égaux.

ARTICLE 4

Le versement unique ou les versements des taxes foncières doivent être effectués au plus tard :

- 1er versement ou versement unique : trentième (30e) jour suivant l'expédition du compte;
- 2e versement : soixantième (60e) jour suivant le premier versement;
- 3e versement : soixantième (60e) jour suivant le deuxième versement;
- 4e versement : soixantième (60e) jour suivant le troisième versement.

ARTICLE 5

Lorsqu'un versement n'est pas fait dans le délai prévu, seul le montant du versement échu est alors exigible immédiatement.

ARTICLE 6

Les soldes impayés portent intérêt au taux annuel de 15 % à compter du moment où ils deviennent exigibles.

Ce taux s'applique également à toute créance due à la Municipalité.

ARTICLE 7

7.1 TAUX DE TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE

La taxe foncière imposée par le présent règlement, laquelle sera prélevée pour l'exercice financier 2023, s'établit à un taux de 0.826 \$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation pour tout immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité.

La taxe foncière générale comprend une taxe pour les services de la Sûreté du Québec établie à un taux de 0.1572 \$ par cent dollars (100 \$) de la valeur portée au rôle d'évaluation.

8. COMPENSATIONS

Les compensations imposées par le présent règlement sont payables par le propriétaire de l'immeuble en raison duquel elles sont dues et sont alors assimilées à une taxe foncière imposée sur l'immeuble en raison duquel elles sont dues.

8.1 COMPENSATION POUR LES SERVICES – ORDURES ET MATIÈRES RECYCLABLES

Pour le service de la collecte des ordures et des matières recyclables, il est imposé et sera exigé, pour l'exercice financier 2023, à toutes les unités d'évaluation (résidentielle permanente ou saisonnier, exploitation agricole, commerciale ou industrielle) d'un immeuble imposable situé sur le territoire de la Municipalité, afin de payer les frais de collecte, de transport et de disposition des ordures et des matières recyclables ainsi que le coût d'administration de ce service, une compensation dont le taux s'établit comme suit :

- 229.42 \$ par unité de logement (moins de 7 logements);
- 152.95 \$ par unité de logement (7 logements et plus);
- 229.42 \$ par unité d'occupation commerciale ou industrielle;
- 229.42\$ par unité d'évaluation agricole (sans unité de logement) sur demande du service à la Municipalité;

La compensation ci-dessus comprend les frais de collecte, de transport et de disposition pour un bac noir identifié, et d'un bac vert.

Une unité de logement consiste en une pièce ou un groupe de pièces communicantes ayant une entrée distincte, servant ou destinée à servir de résidence ou de domicile à une ou plusieurs personnes et où l'on peut généralement préparer et consommer des repas, vivre et dormir et comportant des installations sanitaires.

Toute unité résidentielle désirant avoir un bac noir supplémentaire devra en faire la demande et payer une compensation additionnelle pour ce bac de 458,84 \$.

Dans le cas des immeubles multilogements de 7 logements et plus, le montant de la compensation par unité de logement peut comprendre, conformément à l'article 8 du *Règlement 540 concernant l'enlèvement, la disposition et le recyclage des matières résiduelles*, en substitution des bacs, un contenant d'une capacité suffisante pour combler les besoins réels des résidents de l'immeuble.

Les unités d'évaluation agricoles, commerciales et industrielles qui nécessitent plus d'un bac noir et/ou plus d'un bac vert devront se procurer à leurs frais un contenant à ordures et/ou un contenant à matière recyclable. Elles devront prendre une entente pour faire vider à leurs frais lesdits contenants. Sur présentation d'une preuve de contrat à la municipalité et

signature d'une renonciation au service municipal de collecte des ordures et/ou des matières recyclables, ces dernières peuvent obtenir un remboursement de la compensation payée au prorata de la période de non-utilisation du service municipal. La municipalité procédera alors au retrait de la vignette sur ledit bac.

Tous les bacs noirs doivent être munis d'une vignette fournie par la Municipalité pour obtenir le service. La Municipalité fournira sans frais des vignettes de remplacement pour celles qui sont perdues ou abimées sur signature d'une demande à cet effet.

8.2 COMPENSATION POUR LE SERVICE D'ÉGOUT SANITAIRE

Pour le paiement des coûts reliés au service d'égout sanitaire, incluant le montant pour la réserve financière prévue par l'article 7 du règlement numéro 529, il est imposé et sera exigé, pour l'exercice financier 2022, de tout propriétaire d'un immeuble raccordé au réseau d'égout sanitaire, une compensation dont le montant s'établit comme suit :

- 324 \$ par bâtiment principal ou logement de tout bâtiment principal qu'il soit occupé ou non.
- 324 \$ par bâtiment secondaire raccordé distinctement au réseau d'égout qu'il soit occupé ou non.
- Chaque local commercial ou industriel :
 - de 0 à 19 employés : 331 \$/local
 - de 20 à 49 employés : 662 \$/local
 - de 50 employés et plus : 993 \$/local

8.3 COMPENSATION POUR LE SERVICE DE MESURE DES BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

Pour la mise en œuvre du service de mesurage des boues et du service de vidange des fosses septiques prévu par le Règlement numéro 600, il est imposé et sera exigé, pour l'exercice financier 2023, de tout propriétaire d'une résidence isolée, d'un chalet, d'un commerce ou d'une industrie, une compensation dont le montant est fixé à 20 \$ par fosse septique.

identifiable, ou que le terrain n'a pas été adéquatement préparé pour permettre les travaux 75\$;

- Vidange sélective 186,37 \$ + taxes applicables par fosse septique de 2000 gallons ou moins;
- Vidange totale 222.35\$ + taxes applicables par fosse septique de 2000 gallons ou moins;
- Vidange d'une fosse de plus de 2000 gallons en saison :
 - o 287.50 \$ par mille (1000) gallons + les taxes applicables.
- Vidange en urgence ou hors saison (avant le 1^{er} mai ou après le 31 octobre 2023) :
 - o 430\$ + taxes applicables par fosse septique, facturé directement par l'entrepreneur au propriétaire pour une fosse de 2000 gallons ou moins;
 - o Prix déterminé et facturé directement par l'entrepreneur au propriétaire pour une fosse de plus de 2000 gallons.

9.5 Frais relatifs à un chèque sans provision (NSF) ou chèque arrêté :

- 50\$ par chèque.

ARTICLE 10

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Directeur général et greffier-trésorier

Sylvain Cormier

Alexandre Côté

Avis de motion :15 décembre 2022
Dépôt du projet de règlement :15 décembre 2022
Adoption :09 janvier 2023
Publication :10 janvier 2023
Entrée en vigueur :10 janvier 2023